



Burkinabè de Côte d'Ivoire : Un club de plus de 2 500 hommes d'affaires en gestation

lundi 16 avril 2018, par Burkinapmepmi.com

Les résidents abidjanais disent que la vie est dure. Les opérateurs économiques affirment que les marchés sont difficiles à décrocher. Toutefois les affaires sont visiblement nombreuses et florissantes à Abidjan avec de grands projets structurants mis en oeuvre. « La Côte d'Ivoire is back », avec un taux de croissance économique de plus de 7%. Ça donne des idées et des ambitions aux hommes et femmes d'affaires burkinabè de Côte d'Ivoire qui se réorganisent conséquemment. Réunis dans la soirée du lundi 9 avril 2018 à Vridi, zone portuaire d'Abidjan, une dizaine de personnalité et d'experts burkinabè discutent à la représentation de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF). Ils veulent parachever un processus de création d'une organisation faitière regroupant les hommes d'affaires burkinabè installés en Côte d'Ivoire.

Seydou Kélir Tou est le représentant principal de la CCI-BF en Côte d'Ivoire qui a piloté ce processus jusqu'à son remplacement le 6 avril dernier. De son avis, le club des hommes d'affaires de la diaspora en Côte d'Ivoire sera définitivement installé dans quelque mois. Quatre délégués régionaux sur cinq ont été élus respectivement dans les zones de Soubré, Abengourou, Bouaké et Yamoussoukro, lors de la première phase électorale, le 13 janvier 2018. A San Pedro, la 5e région électorale, des difficultés ont amené le comité d'organisation à se raviser. Entre autres problèmes, des retardataires non-inscrits pris dans l'engouement suscité par l'idée, tenaient à voter. Après une actualisation du "fichier électoral", le vote est désormais fixé au 14 avril à venir, pour cette zone. Lorsque les cinq délégués seront connus, la CCI-BF compte lancer aussitôt la deuxième phase conduisant à la désignation du président national du club, selon M. Tou.

Retourner investir au Burkina Faso

L'un des objectifs du club en gestation, rappelé par le représentant sortant de la CCI-BF, est de mobiliser la diaspora pour qu'elle apporte sa contribution au développement du Burkina Faso. Il s'agira de « voir dans quelles mesures mobiliser la diaspora pour l'inciter à retourner investir au pays, à identifier les secteurs porteurs et les opportunités d'affaires en vue de contribuer au développement économique et à la lutte contre la pauvreté », a expliqué M. Tou. Aussi important soit-il, investir au Burkina Faso n'est cependant pas l'objectif premier de ce club. Les opérateurs économiques ont besoin avant tout de fructifier leurs affaires en Côte d'Ivoire. L'objectif du club c'est « davantage aider la diaspora à développer ses activités en Côte d'Ivoire. Une fois qu'il aura réussi, il pourra ensuite voir comment apporter sa contribution au Burkina », a fait remarquer M. Tou. « Il s'agit pour nous de mettre tout le monde ensemble, de parler d'une même voix et s'entraider », a ajouté Pograwa Moumouni, jeune homme d'affaires à la tête de cinq sociétés et personne ressource du club. Plus de 4 millions de Burkinabè vivent en Côte d'Ivoire. C'est la plus forte communauté « étrangère » que compte le pays d'Houphouët Boigny.

Le travail de la Chambre de commerce a permis de recenser plus de 2500 hommes et femmes d'affaires

burkinabè en Côte d'Ivoire. Ils évoluent selon M. Tou dans tous les secteurs d'activités et particulièrement dans le commerce, l'agrobusiness, les services et les BTP. Même si tout se passe bien actuellement avec les autorités ivoiriennes, les Burkinabè n'ont aucun avantage particulier dans ce pays. Dans les BTP, un secteur en expansion, seul un Burkinabè est détenteur d'un agrément de l'Etat ivoirien comme promoteur immobilier. Pour l'instant, « notre nombre ne fait pas notre force », a déploré M. Pograwa, initiateur de Diaspo Invest. Il a appelé ses pairs à dorénavant parler le même langage et à faire du club un instrument de promotion et de défense des intérêts économiques de la diaspora, aussi bien auprès des autorités ivoiriennes que du côté du Burkina Faso. A travers le club, certains rêvent désormais de faire des Burkinabè de Côte d'Ivoire, une communauté organisée, forte et influente, à l'instar des Libanais. Ils n'hésitent pas à le dire. Une fois mise en orbite, le club compte organiser une « mission commerciale » qui connaîtra la participation de l'ensemble des hommes d'affaires manifestant un intérêt à investir au Burkina Faso. Espérons que ce club survivra aux divisions tous azimuts qui traversent actuellement la communauté burkinabè vivant en Côte d'Ivoire.

- Ouédraogo Karim, élu régional du Club dans la zone de Yamoussoukro :

Nous sommes nombreux ici mais plusieurs ne se connaissaient pas. Si on se connaît et qu'on se donne la main, on peut s'aider et pouvoir mener des actions au Burkina Faso. Burkina invest- est là, avec le club qui vient, c'est une affaire qui va arranger tous les opérateurs économiques et l'ensemble des Burkinabè.

- Mahamadi Lingani, entrepreneur génie civil et BTP : Nous sommes nombreux, c'est la communauté la plus importante ici. Ce club est très important et va nous apporter un plus. Il est le bienvenu pour tous les opérateurs économiques. Nous nous reconnaissons tous dans ce club. On a beaucoup de difficultés et le club est un tremplin. Le marché des affaires est très difficile. Si nous nous regroupons tous, si nous nous reconnaissons, nous allons travailler ensemble comme ce que fait la communauté des Libanais qui sont solidaires et qui sont devenus des opérateurs économiques puissants en Côte d'Ivoire. Nous souhaitons aussi être des opérateurs économiques puissants en Côte d'Ivoire.

- Lompo Ibrahima, nouveau responsable de la représentation de la CCI-BF : Le Club des hommes d'affaires de la diaspora burkinabè est un dossier éminemment important pour la Chambre de commerce, en tant qu'institution d'appui au secteur privé. Il permettra de donner un plus à la diplomatie économique. Aujourd'hui, la diaspora est appelée à jouer sa partition dans le développement de notre pays. Le club permettra de s'organiser de façon plus efficace pour prendre en charge la question du développement économique de notre pays. Je suis heureux de pouvoir apporter ma modeste contribution à ce processus.

- Seydou Kébir Tou, représentant de la CCI-BF en fin de mission : Je repars du Burkina Faso satisfait. A mon arrivée en 2009, je me suis rendu compte qu'il y avait un problème d'organisation dans le milieu des opérateurs économiques burkinabè en Côte d'Ivoire. Il fallait mettre en place une structure faitière, une sorte de cadre de concertation et de partenariat, une plateforme pour se connaître. Dieu merci, nous avons réussi à lancer la machine. Actuellement les gens sont très déterminés pour conduire le processus à son terme. Comme nul n'est indispensable, mon remplaçant, Lompo Ibrahima, va poursuivre le processus et permettre à la diaspora d'avoir un outil de plaidoyer aussi bien auprès des autorités ivoiriennes que celles du Burkina Faso. Je pars satisfait de ce que cet instrument voit le jour et serve de meilleur porte-parole aux hommes d'affaires du Burkina Faso en Côte d'Ivoire.

- Moumouni Pograwa, installé en Côte d'Ivoire et promoteur d'une usine à Bobo Dioulasso : L'usine de Bobo va fabriquer des matériaux de construction sur la base d'une nouvelle technologie de construction que nous avons découverte en Estonie. C'est une usine qui était prévue en Côte d'Ivoire, mais dans notre volonté de contribuer au développement de notre pays, nous avons délocalisé le projet pour qu'il puisse créer des emplois au Burkina Faso et qu'en Afrique, ce soit le Burkina Faso qui détienne cette technologie. La technologie appelée le « béton cellulaire » va révolutionner le domaine immobilier dans nos pays africains, au regard de la forte demande et au regard du coût élevé des matériaux. C'est

une technologie qui va réduire les coûts de construction. Elle est bioclimatique, accessible à tous les Africains.

Aimé Mouor KAMBIRE

Depuis Abidjan

Sidwaya.bf